

ASSEMBLÉE NATIONALE  
30 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N° II-653

présenté par  
M. Grenon  
-----

ARTICLE 42

ÉTAT B

Mission « Défense »

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

<i>(en euros)</i>		
Programmes	+	-
Environnement et prospective de la politique de défense	0	10 000 000
Préparation et emploi des forces	10 000 000	0
Soutien de la politique de la défense	0	0
Équipement des forces	0	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Plusieurs experts alertent sur l’insuffisance de la provision de 800 millions d’euros destinée à financer les couts assumés par l’armée dans le cadre des opérations extérieurs (OPEX). Ces opérations, et plus particulièrement les déploiements en Estonie dans le cadre de la mission Lynx et

en Roumanie avec la mission Aigle en coopération avec les autres puissances de l'OTAN représentent un coût financier actuellement sous-estimé. Le seul coût de cette dernière avait déjà été estimé en 2022 par le Sénat à l'occasion du projet de loi de finance 2023 à 700 millions d'euros.

Cet amendement propose donc de réduire de 10 000 000 euros, en autorisation et en crédit de paiement, les crédits du programme 144 "Environnement et prospective de la politique de défense", action 8 "Relations internationales et diplomatie de défense" pour abonder du même montant, en autorisation d'engagement et en crédit de paiement, les crédits du programme 178 "Préparation et emploi des forces" de l'action 06 "Surcoûts liés aux opérations extérieures".

En cas d'adoption de l'amendement, il est demandé au Gouvernement de lever cette dernière compensation.